

ministre Chrétien dans un discours devant le Forum économique mondial, consistera à réduire la marginalisation de l'Afrique au moyen de la concertation avec le NPDA. Un Plan d'action pour l'Afrique est en cours de préparation par des représentants personnels des dirigeants du G8 et des responsables africains pour adoption à Kananaskis. Il abordera un large éventail de questions, dont la paix et la sécurité, la santé, l'éducation, le commerce et l'investissement, qui sont toutes essentielles au développement et à la réduction de la pauvreté. Le premier ministre a souligné l'importance des valeurs canadiennes de bienveillance et de compassion, ainsi que de la croyance en un « partage équitable de la prospérité et des possibilités mondiales ». Il n'a pas fait état des coûts liés à la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique.

Le fait de s'attaquer à la marginalisation de l'Afrique est à la fois digne d'éloges et essentiel à la réalisation d'une sécurité mondiale globale. Ce sujet traduit le passage, ces dernières années, à des questions mondiales ayant une forte consonance morale, en réponse en partie à des médias qui privilégient l'émotif par rapport à l'intellectuel, et aux ONG, qui semblent avoir gagné la supériorité morale à propos de sujets comme le sida et l'allègement de la dette. Quoi qu'il en soit, le besoin d'une stratégie globale et cohérente pour l'Afrique, conçue en partenariat avec les pays africains, est manifestement un sujet approprié pour le G7.

Mais un problème se pose. Il n'y a pas d'accord en ce moment au sein du G7 sur le financement. *Au contraire*. Alors que le premier ministre Blair fait campagne en faveur d'un nouveau plan Marshall pour l'Afrique, les États-Unis ont clairement indiqué que leur budget d'aide ne serait augmenté que de manière négligeable (principalement pour s'occuper de l'Afghanistan) et, à la réunion du G8 avec le NPDA à la mi-février, il a été annoncé que les pays du G8 n'avaient pas pu « répondre aux attentes africaines de... soutien financier »¹³. On peut débattre de la question de savoir si l'aide a été efficace ou non — le secrétaire américain au Trésor soutient que, par le passé, une grande partie de cette aide a été gaspillée — et on peut également être en désaccord sur ce qu'une stratégie de développement pour un pays particulier devrait comporter, car il existe de grandes divergences de vues entre les experts. Toutefois, il est difficile de croire qu'une augmentation de l'aide financière ne revêtira pas une importance cruciale¹⁴. Et si les États-Unis